La pertinence politique de la pratique de gestion locale de l'eau de l'ONG Hoyam Mojos en Amazonie bolivienne

Rolando Labraña

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ere/1669>

DOI : 10.4000/ere.1669

ISSN : 2561-2271

Éditeur

Centr'ERE

Référence électronique

Rolando Labraña, « La pertinence politique de la pratique de gestion locale de l'eau de l'ONG Hoyam Mojos en Amazonie bolivienne », *Éducation relative à l'environnement* [En ligne], Volume 9 | 2011, mis en ligne le 20 décembre 2011, consulté le 21 février 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ere/1669> ; DOI : 10.4000/ere.1669

La pertinence politique de la pratique de gestion locale de l'eau de l'ONG Hoyam Mojos en Amazonie bolivienne

Rolando Labraña

- 1 La détérioration de l'environnement s'intensifie en raison de la pression croissante exercée par le néolibéralisme sur les sociétés humaines et les communautés. Cette destruction touche particulièrement les biens communs, notamment l'eau. Dans ce macro-contexte, la situation critique de l'eau, désignée comme une crise mondiale, constitue un enjeu essentiel qu'il importe d'étudier et auquel il faut faire face.
- 2 En ce sens, la gestion de l'eau constitue une problématique mondiale primordiale à laquelle les sociétés sont confrontées. Dans des pays en voie de développement comme la Bolivie, où la pauvreté et les inégalités sociales s'accompagnent de sérieux problèmes d'accessibilité et de contamination de l'eau, des initiatives locales et d'autogestion apparaissent comme des alternatives plus appropriées que celles proposées par le système sociopolitique dominant (Labraña, 2010, p. 1).
- 3 En effet, la société et les communautés doivent prendre des mesures afin d'améliorer la situation actuelle et l'accès des plus déshérités à une eau de qualité. D'après Brooks (2002), une gestion locale responsable peut certainement aider la gestion de la crise mondiale de l'eau. Une gestion participative et communautaire qui tienne compte des savoirs traditionnels et locaux et qui les intègre, apparaît une alternative de gestion prometteuse.
- 4 Dans ce scénario, l'éducation relative à l'environnement (ERE) est tout à fait pertinente, car elle tente de répondre, entre autres, à la problématique de l'aliénation des personnes, des communautés et des sociétés au regard de leur milieu de vie (Sauvé, 1997, p. 19). À travers cette démarche réflexive, critique et d'autonomisation, les membres d'une communauté sont invités à se concerter pour proposer et s'approprier des pratiques alternatives qui visent un rapport harmonieux à leur milieu de vie.

L'éducation relative à l'environnement, « puissant moteur de critique sociale à dimension politique » (Sauvé, 2009a), peut contribuer à la résolution des problématiques liées à la gestion de l'eau. En effet, l'ERE incite à être vigilant et à poser un regard critique sur les questions d'usurpation des ressources notamment.

- 5 Dans cet article, nous illustrons la dimension politique de l'ERE par la présentation d'une pratique de gestion locale de l'eau en Amazonie bolivienne mise en œuvre par l'organisation non gouvernementale (ONG) *Centro de estudios Hoya Amazónica - Hoyam Mojos*, s'adressant aux citoyens de la région urbaine et rurale de San Ignacio de Mojos. Pour approfondir notre connaissance de cette pratique étudiée dans le cadre de notre maîtrise, nous avons eu recours à la méthodologie de l'étude de cas. Diverses stratégies complémentaires de collecte de données ont été utilisées : la recension d'écrits, des entrevues semi-dirigées et informelles, l'observation participante et le journal de bord. La collecte de données a été réalisée auprès de personnes impliquées dans la pratique de gestion de l'eau étudiée, notamment, les responsables de cette pratique au sein de l'ONG *Hoyam Mojos*, les membres du Réseau interinstitutionnel de gestion de l'eau, des membres des communautés autochtones, ainsi que des personnes clés concernant la situation de l'eau à San Ignacio de Mojos et ses environs. L'étude de cas a permis de systématiser et d'analyser une pratique de gestion communautaire de l'eau puis de faire émerger de nouvelles compréhensions des réalités de la région où la pratique est mise en œuvre, permettant de dégager les principales caractéristiques d'une gestion appropriée et responsable.

La gestion de l'eau à Mojos

- 6 Dans la région de San Ignacio de Mojos, l'eau est un élément central. Les nombreux ports construits le long des rivières représentent d'importants centres de contact entre les communautés éloignées et les populations des zones urbaines. Ces cours d'eau servent également au transport des aliments, principal moyen d'approvisionnement de la population (Romero et Pastó, 2003, p. 15). Néanmoins, la disponibilité de l'eau est problématique dans cette région caractérisée par une alternance des saisons bien marquée : la saison des pluies cause de fortes inondations alors que la saison de sécheresse provoque l'assèchement et l'effritement des sols.
- 7 Fondée en 1992, l'ONG *Hoyam Mojos* se consacre à la valorisation des savoirs ancestraux régionaux relatifs aux systèmes de gestion du territoire et de l'eau¹. En 2007, *Hoyam Mojos* a démarré ses travaux en région rurale et, plus tard, dans la région urbaine de San Ignacio de Mojos en mettant en œuvre les activités de son plan stratégique pour la gestion de l'eau dans les Territoires communautaires d'origine (TCO)² du Territoire autochtone multiethnique (TIM) et du Territoire autochtone Mojeño Ignaciano (TIMI), et dans la zone urbaine de San Ignacio de Mojos.
- 8 Afin de mettre en œuvre ce plan stratégique, *Hoyam Mojos* a mis en place un Réseau interinstitutionnel de gestion de l'eau qui regroupe des représentants de la communauté, des salariés de l'administration municipale et du gouvernement local, des membres d'ONG oeuvrant dans le domaine de l'eau, des membres du Conseil éducatif des peuples autochtones Mojeño (CEPOIM) et du Service départemental de santé (SEDES). Le réseau se propose de sensibiliser et de former les acteurs du milieu urbain et rural de San Ignacio de Mojos sur les questions relatives à l'eau. Il envisage aussi de

faire intégrer son plan stratégique de gestion de l'eau au Plan d'opération annuel (POA)⁹ de la ville de San Ignacio de Mojos.

- 9 Cette participation des acteurs locaux est un apport à la vie démocratique, car divers acteurs se concertent et participent activement à la résolution des problèmes concernant l'accès à l'eau et sa qualité. Si, a contrario, les municipalités, les organismes autonomes, les syndicats et les institutions ne participaient pas à la vie politique, la démocratie serait menacée (Gutiérrez, 2002, p. 12). Selon Gutiérrez, une société qui réduit sa démocratie à une simple représentativité est « politiquement malade » (*ibid.*, p. 12). C'est pourquoi la pratique de gestion de l'eau qui fait l'objet de cette étude de cas est intéressante et prometteuse d'un point de vue politique, d'autant plus que le Réseau interinstitutionnel de gestion de l'eau prévoit également une mobilisation sociale pour la reconnaissance du droit à l'eau. L'intégration de visées éducatives et de stratégies d'éducation relative à l'environnement à l'exemple de gestion de l'eau étudié est d'autant pertinente puisque l'éducation relative à l'environnement favorise l'émancipation en vue de la transformation des réalités socio-environnementales qui posent problème.
- 10 La pratique de gestion de l'eau mise en place par *Hoyam Mojos* contribue à l'organisation sociale et concertée des acteurs de la communauté amazonienne. Le travail des collectivités organisées contrecarre ainsi les intérêts privés imposés par le système économique dominant. Cette pratique est aussi un apport au développement local de Mojos, lequel, d'après Guzmán (2004, p. 124), est uniquement possible à travers l'établissement de pactes multisectoriels, dans une optique multiethnique. C'est le cas de la pratique d'*Hoyam Mojos*, à l'intérieur de laquelle interviennent des acteurs provenant de divers milieux culturels.
- 11 Différentes activités éducatives sont liées à la pratique de gestion de l'eau étudiée, telles des formations internes pour les membres du Réseau interinstitutionnel de gestion de l'eau et des formations pour les « promoteurs de l'eau » (des leaders communautaires responsables de la gestion de l'eau dans leurs communautés). Les formations internes visent le partage des connaissances existantes sur les aspects techniques liés à la gestion de l'eau et sur la compréhension de la dynamique de l'eau à Mojos, et ce en établissant des relations avec les problématiques environnementales globales. Cet aspect rejoint la perspective environnementale de l'ERE, laquelle est « perçue comme un outil de résolution de problèmes et de gestion de l'environnement biophysique » (Sauvé, 1997, p. 20).
- 12 Les formations externes pour les promoteurs de l'eau intègrent un espace de discussion et de réflexion collective sur les sujets traités afin de contribuer à la construction sociale et collective des savoirs relatifs à l'eau. Le but est de former deux représentants par communauté des territoires autochtones impliqués (TIM et TIMI) sur les aspects relatifs à l'eau et à son assainissement qui, par la suite, pourront partager ces savoirs avec les autres membres de leur communauté. Dans cette perspective, il est primordial que les « promoteurs de l'eau » identifient les valeurs qu'ils veulent défendre et clarifient leur rapport au monde. D'après Thomashow (1995, p. 105), cette prise de conscience écologique revêt une dimension politique. Cet auteur insiste en outre sur la nécessité pour les leaders en matière d'environnement de se questionner sur leurs actions, leurs conduites et leurs positionnements politiques. En ce qui a trait à l'action éducative, les formations prévues ont une signification intrinsèquement politique. En effet, selon Freire (2001, p. 32), la pratique éducative s'intéresse aussi bien à

l'enseignement des contenus qu'à la conscientisation des personnes. Une telle action éducative vise la préparation et la formation politique des citoyens, ce qui devrait contribuer à l'émergence d'une nouvelle société préoccupée de justice sociale.

- 13 Au sein des formations internes aussi bien que des formations destinées aux « promoteurs de l'eau », l'éducation relative à l'environnement contribue à la conscientisation et au développement de l'esprit critique. Elle favorise le renforcement des pratiques de gestion locales et communautaires de l'eau, elle est un facteur de changement social. Les formations dispensées se sont avérées appropriées pour le développement de connaissances relatives aux multiples dimensions de la question de l'eau. Les membres d'*Hoyam Mojos* impliqués dans ce projet ont également réalisé des apprentissages en lien avec la gestion de l'eau, les rapports interculturels et les problématiques environnementales (Labraña, 2010, p. 138). Il apparaît donc que la démarche éducative du projet s'est intéressée au moins à deux des trois problématiques auxquelles les perspectives environnementale et éducative de l'ERE tentent de répondre, soit : l'amélioration de la qualité d'un environnement biophysique dégradé (Sauvé, 1997, p. 20) et le développement optimal des groupes sociaux à travers leurs relations à l'environnement (*ibid.*, p. 23).

Pertinence politique de la pratique de gestion de l'eau d'*Hoyam Mojos*

- 14 La pratique de gestion de l'eau soutenue par *Hoyam Mojos* ouvre des perspectives vers la reconnaissance des droits fondamentaux, dont ceux liés à l'eau. À Mojos, l'eau est abordée comme un bien commun pour tous les habitants, représentation qui fut celle des communautés autochtones de la Bolivie lors des guerres de l'eau⁴ (Fundación Solón, 2008). Cette vision va à l'encontre de celle du marché et notamment de celle d'organisations de développement économique comme la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Ces acteurs véhiculent plutôt l'idée que l'eau est un bien économique (Barlow, 2009, p. 52).
- 15 L'eau est un problème social (Petrella, 2009) et politique. Social parce qu'il affecte les sociétés humaines, et politique parce que sa résolution nécessite l'adoption de lois et d'accords qui respectent l'eau en la reconnaissant comme un bien commun. La pratique de gestion de l'eau que nous avons étudiée ouvre donc la voie à l'amélioration de la qualité de vie des personnes et au développement de nouvelles visions et de nouveaux rapports des personnes à leur milieu de vie, à l'environnement et à l'eau (Labraña, 2010, p. 145). De plus, cette pratique favorise la mobilisation sociale vers la reconnaissance des revendications et des droits fondamentaux, tel que le droit à l'eau.
- 16 Diverses critiques ont émergé concernant les intentions de déclarer l'eau un droit humain. Rivera (2006) nous interpelle sur les idées anthropocentristes qui ont conduit l'être humain à développer une relation asymétrique et hiérarchique avec la nature, sous-tendant l'utilisation de l'ensemble des ressources existantes pour satisfaire ses besoins. La conception de l'eau en tant que droit humain va de pair avec l'idée que l'être humain s'attribue le droit à d'autres biens communs, comme s'il en était le propriétaire, ce qui correspond inévitablement à une relation asymétrique entre l'humain et son environnement. En abordant l'eau comme un droit humain, nous continuerions à perpétuer la vision anthropocentrique caractéristique du système

capitaliste, à vouloir nous approprier tout ce qui peut apporter du profit (Rivera, 2006 ; Labraña, 2010, p. 12). Dans la pratique d'*Hoyam Mojos*, l'eau est perçue comme étant un bien vital et essentiel, un droit humain, ainsi qu'un bien social et collectif.

- 17 La participation aux affaires publiques est un droit que tout citoyen peut et doit exercer. La pratique d'*Hoyam Mojos* est très pertinente en ce qui a trait à la participation politique des groupes locaux. Les réunions des regroupements des voisins⁵ (FEJUVE) de San Ignacio de Mojos sont importantes et significatives, car elles ouvrent un espace de débat politique, voire d'action politique. Par exemple, des aspects liés à la Nouvelle constitution politique de l'État bolivien⁶ y ont été discutés dans ces instances. Les regroupements des voisins de la région urbaine de San Ignacio de Mojos ont ainsi joué un rôle actif dans la coordination et la diffusion des activités du Réseau interinstitutionnel de gestion de l'eau.
- 18 La politique partisane représente également un enjeu. En effet, la polarisation politique entre le gouvernement et l'opposition crée d'importantes tensions au niveau national. Ces tensions se font sentir à Mojos. C'est ainsi qu'en 2008, le Réseau interinstitutionnel a interrompu ses activités pendant plusieurs mois alors qu'il y avait des discussions au niveau national sur la mise en place de la Nouvelle constitution politique de l'État (NCPE). Il a seulement repris ses actions après l'approbation de cette constitution (Labraña, 2010, p. 135-136).
- 19 Un autre aspect qui nous permet d'affirmer la pertinence politique de la pratique de gestion de l'eau à Mojos est sa contribution à l'identification de nouvelles manières de fonctionner en groupe, d'apprendre à décider collectivement et démocratiquement, de se questionner sur les enjeux de pouvoir et de se positionner politiquement. Ce type d'exercice de démocratie participative est valorisé et soutenu dans le champ de l'ERE. En effet, l'éducation relative à l'environnement favorise la réalisation d'expériences de participation active des acteurs visant la résolution de problèmes socio-environnementaux, tout en considérant les enjeux sociaux et culturels (Sauvé, 1997). En ce sens, le courant du biorégionalisme serait une piste d'action tout à fait utile. Ce courant invite les gens à se reconnecter à leur milieu de vie afin de développer leur sentiment d'appartenance (Sauvé *et al.*, 2001, p. 119), à se prendre en charge et à rechercher de nouveaux modes de vie, responsables, solidaires et respectueux de la culture locale (Sauvé, 2002b).

Les apports de la pratique de gestion de l'eau de l'ONG *Hoyam Mojos* au développement d'une pratique de gestion de l'eau optimale

- 20 La participation des citoyens et l'appropriation des pratiques de gestion par les acteurs impliqués apparaissent des éléments clés permettant d'assurer un déroulement adéquat des pratiques de gestion de biens communs au niveau local (Labraña, 2010, p. 120). Les participants que nous avons interrogés ont quant à eux évoqué l'importance de la responsabilité et de l'engagement des personnes et des institutions qui participent dans la pratique mise en œuvre par *Hoyam Mojos*. L'engagement et la responsabilité sont essentiels à l'action politique (Heller, 2002, p. 216), ils renforcent la collaboration entre les membres de la communauté, facilitent la communication et favorisent la création de liens étroits de coopération. L'engagement peut se réaliser individuellement et

collectivement. Cet engagement est habituellement associé à une vision de l'acte social comme « acte de responsabilité d'être et d'agir en cohérence avec des valeurs fondamentales » (Sauvé, 2009b, p. 158). Cependant, au sein de la pratique, nous avons identifié des enjeux relatifs au fonctionnement organisationnel comme le manque d'engagement et de disponibilité de certains collaborateurs.

- 21 D'autres apports évoqués par les répondants concernent le développement de compétences en gestion des ressources naturelles, ainsi que la conscientisation et la sensibilisation aux enjeux relatifs à l'eau. De telles dimensions découlent d'une démarche d'éducation relative à l'environnement fondamentalement politique menée en milieu communautaire. Les répondants ont également abordé le développement de relations interculturelles, essentiel dans le contexte multiculturel autochtone de Mojos. D'après Guzmán (2004, p. 123), les relations interculturelles représentent un défi extrêmement complexe à Mojos puisque dans la province on retrouve : a) d'énormes inégalités sociales concernant la distribution de la richesse ; b) des disparités d'accès aux services de base entre autochtones et non-autochtones ; c) un contrôle des espaces de prise de décisions par les non-autochtones ; d) une répartition inégale des services de base entre le rural et l'urbain (octroyés par le gouvernement local) ; et e) une situation de subordination économique des autochtones. La pratique d'*Hoyam Mojos* contribue à un processus de participation citoyenne et de coopération interculturelle, où des représentants de diverses institutions et de divers groupes identitaires se réunissent autour d'un but commun, celui de l'accès à une eau sécuritaire. Elle contribue aussi à ce que la communauté se structure, s'organise et assume une réalité. Ces éléments participent à fortifier un pouvoir de transformation sociale.
- 22 De plus, il apparaît essentiel de considérer l'intégration d'une éthique environnementale dans la perspective de la mise en œuvre d'une pratique de gestion communautaire de l'eau. Une éthique environnementale favorise un changement d'attitudes et d'habitudes vers le développement d'un savoir-faire et d'un savoir agir, ainsi que l'acquisition de manières plus adaptées de vivre ensemble dans un milieu partagé. Ce « vivre ensemble » doit se faire tout en respectant le milieu de vie. Cette approche doit avoir comme préoccupation centrale de porter un nouveau regard sur les relations que les personnes et les communautés tissent avec leur milieu de vie afin de les rendre plus harmonieuses (Labraña, 2010, p. 59). En effet, « l'éducation relative à l'environnement fait appel à la créativité et incite à imaginer le monde autrement » (Sauvé, 2009a).
- 23 L'éducation relative à l'environnement contribue aux changements individuels et collectifs, à un réel sentiment de responsabilité sociale et au développement d'une éthique environnementale. En analysant la pratique d'*Hoyam Mojos*, nous avons constaté qu'elle peut favoriser la construction collective de savoirs autour des questions de l'eau et l'appropriation d'un processus de gestion locale de l'eau par les personnes et les communautés.

BIBLIOGRAPHIE

- Barba, J., Canal, E., García, E., Jordà, E., Miró, M., Partó, E., Playà, R., Romero, I., Vía, M., Woynarovich, E. (2003). *Moxos, una limnocultura, cultura y medio natural en Amazonía boliviana*. Centro d'Estudis Amazonicos (CEAM). Barcelona : Gràphiques 92.
- Barlow, M. (2009). *Vers un pacte de l'eau*. Québec : Les Éditions Écosociété.
- Brooks, D. (2002). *L'eau gérée localement*. Centre de recherches pour le développement international (CRDI). Consulté le 20 mars 2010 sur <http://www.idrc.ca/openebooks/997-6/>
- Freire, P. (2001). *Política y educación*. Mexico : Siglo XXI.
- Fundación Solón (2008). *Agua*. Consulté le 25 mars 2010 sur http://www.funsolon.org/temas_agua.htm
- Gutiérrez, F. (2002). *Educación como praxis política*. Mexico : Siglo XXI.
- Guzmán, I. (2004). *Provincia Mojos. Tierra, territorio y desarrollo*. Fundación tierra. Centro de investigación y de promoción del campesinado (CIPCA). La Paz : Plural ediciones.
- Heller, C. (2002). *Désir, nature et société. L'écologie sociale au quotidien*. Montréal : Éditions Écosociété.
- Labraña, R. (2010). *La gestion communautaire de l'eau en Amazonie bolivienne : Le cas d'une pratique de l'ONG Hoya Amazónica - Hoyam Mojos à San Ignacio de Mojos, Bolivie*. Mémoire de maîtrise inédit, Moncton : Université de Moncton.
- Petrella, R. (2009). *Le devenir de l'humanité : l'enjeu de l'eau*. Communication présentée lors de la Conférence Eau citoyenne. Maison Mère de la Congrégation Notre-Dame. Montréal, Canada, 30 septembre 2009.
- Rivera, M. (2006) *¿Es el agua un derecho humano ?* Rebelión. Consulté le 20 mars 2010 sur <http://www.rebelion.org/noticias/2006/7/34104.pdf>
- Romero, I. et Pastó, E. (2003). Breve introducción a la región de los Llanos de Moxos. Dans Barba, J. et al. (2003). *Moxos : Una limnocultura. Cultura y medio natural en la Amazonía boliviana* (p. 15-18). Barcelona : Gràphiques 92.
- Sauvé, L. (1997, 2^e édit.). *Pour une éducation relative à l'environnement - Éléments de design pédagogique*. Montréal : Guérin - Eska.
- Sauvé, L. (2002). Environmental education : possibilities and constraints. *Connect, La revue d'éducation scientifique, technologique et environnementale de l'UNESCO*, 27(1/2), 1-4.
- Sauvé, L. (2002b). Éducation et environnement : construire l'espoir sans naïveté. Dans Ziaka, Y., Robichon, P. et Souchon, C. *Éducation à l'environnement. Six propositions pour agir en citoyens* (p. 36-43). Paris : Éditions Charles Léopold Mayer.
- Sauvé, L. (2009a). Vivre ensemble, sur Terre : enjeux contemporains d'une éducation relative à l'environnement. *Éducation et francophonie*, 37(2), 1-10.
- Sauvé, L. (2009b). Le Rapport entre éthique et politique : un enjeu pour l'éducation relative à l'environnement. *Éducation relative à l'environnement : Regards - Recherches - Réflexions*, 8, 147-162.
- Sauvé, L., Orellana, I., Qualman, S. et Dubé, S. (2001). *L'éducation relative à l'environnement. École et communauté : une dynamique constructive*. Montréal : Éditions Hurtubise HMH.

Servicio Nacional de Reforma Agraria de Bolivia (18 de octubre de 1996). Ley 1715, artículo 41. Consulté le 19 mars 2010 sur <http://www.estrucplan.com.ar/Producciones/imprimir.asp?IdEntrega=1545>

Thomashow, M. (1995). *Ecological Identity : Becoming a Reflective Environmentalist*. Cambridge : MIT Press

NOTES

1. À Mojos, les anciennes communautés ont transformé leur écosystème en fonction de la gestion de l'eau (pour l'agriculture et la pisciculture) (Barba *et al.*, 2003). En effet, à l'époque précolombienne, les plaines de Mojos ont été habitées par un peuple amazonien qui a développé des techniques de production très efficaces. Les caractéristiques des plaines permettent l'entretien de l'architecture hydrique développée dans le passé par ces communautés (Romero et Pastó, 2003, p. 16).
2. « Les TCO sont des espaces géographiques constituant l'habitat d'origine des peuples et communautés autochtones. Ces communautés ont eu traditionnellement accès à ces terres, où ils ont maintenu et développé leurs propres formes d'organisation économique, sociale et culturelle. Les terres sont inaliénables, indivisibles, irréversibles, collectives, insaisissables et imprescriptibles » (trad. libre, Article 41, Loi 1715, Servicio Nacional de Reforma Agraria, Bolivie).
3. Le gouvernement de la ville de San Ignacio de Mojos réalise un POA chaque année. Ce plan financier intègre les demandes des acteurs de la ville et des membres des communautés du TIM et du TIMI.
4. Les guerres de l'eau en Bolivie – dont les mobilisations sociales contre la privatisation des services d'accès à l'eau – ont eu lieu en 2000 à Cochabamba et en 2005 à El Alto.
5. La Fédération des voisins (FEJUVE) de San Ignacio de Mojos est une organisation de base qui regroupe des voisins des quartiers de la ville de San Ignacio de Mojos.
6. En octobre 2008, suite à un référendum populaire, la Nouvelle constitution politique de l'État bolivien a été adoptée. Cette constitution représente le résultat des luttes sociales et des revendications des paysans, des miniers, des *cocaleros* (producteurs de feuilles de coca) et des autochtones à travers l'histoire.

AUTEUR

ROLANDO LABRAÑA

Possédant une maîtrise en études de l'environnement de l'Université de Moncton, il est assistant de recherche dans l'équipe dirigée par la professeure Isabel Orellana, associée à la Chaire de recherche du Canada en éducation relative à l'environnement de l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Ses études de maîtrise ont porté sur la gestion communautaire de l'eau en Amazonie bolivienne. Il détient un baccalauréat en biologie marine à l'Universidad de Valparaíso du Chili et est diplômé du Programme d'études supérieures en éducation relative à l'environnement de l'UQAM. Il est également membre étudiant du Réseau québécois d'échange

sur les questions autochtones (Réseau DIALOG) et de la Coalition sur les impacts socio-environnementaux des transnationales en Amérique latine.